

AJ Pénal

ACTUALITÉ JURIDIQUE PÉNAL



487 AU-DELÀ DE L'INDEMNISATION, LA RÉPARATION DES VICTIMES

504

Témoins et témoignages dans l'enquête de police : une zone de non-droit pour bien plus que de « simples renseignements »

Adélaïde Jacquin

508

Règlement Déforestation (RDUE) : quel encadrement législatif pour une efficacité optimale ?

Laura Monnier et Romain Ollard

512

Interrompre la prescription : question de volonté

Jean-Baptiste Thierry

Lefebvre Dalloz

DA||LOZ



Version numérique incluse*





Retrouvez l'AJ Pénal sur X (ex-Twitter) @PenalDalloz

481 Éditorial

Des nullités qui ne sont plus purgées
par Maud Léna

484 Au fil du mois

La justice restaurative a 10 ans
par Robert Cario.....484

Billet littéraire
Alain Beaulieu, *Le Refuge*, Liana Levi, 2024
par Jean-Baptiste Thierry.....485

487 Dossier AU-DELÀ DE L'INDEMNISATION, LA RÉPARATION DES VICTIMES



Rendre intelligibles les parcours des victimes. Une entrée par la réparation
par Janine Barbot et Nicolas Dodier..... 488

La contribution du procès pénal à l'œuvre de réparation des victimes de terrorisme
par Julie Alix.....492

Les évolutions de la CIVI
par Corinne Hermann et Sonia Kanoun.....495

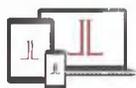
La contribution de la justice restaurative à la réparation des victimes
par Stéphane Jacquot.....499

504 Pratiques

Témoins et témoignages dans l'enquête de police : une zone de non-droit pour bien plus que de « simples renseignements »
par Adélaïde Jacquin.....504

Règlement Déforestation (RDUE) : quel encadrement législatif pour une efficacité optimale ?
par Laura Monnier et Romain Ollard.....508

Surpopulation en milieu ouvert et charges de travail : tentative de modélisation d'une réduction durable des charges de travail
par Elliot Louan..... 512



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.
Retrouvez également vos revues en version feuilletable sur Dalloz-Revues.fr.

512 Jurisprudence

CRIM. 10 SEPTEMBRE 2024, N° 23-83.135

Interrompre la prescription : question de volonté
par Jean-Baptiste Thierry..... 514

Infractions

AGRESSION SEXUELLE

La consécration de la sidération
en matière d'agression sexuelle
Crim. 11 sept. 2024, n° 23-86.657
par Audrey Darsonville..... 518

L'âge, le discernement et la vulnérabilité :
des éléments d'appréciation de la contrainte
Crim. 15 mai 2024, n° 23-83.233
par Anastasia Conroux..... 520

Procédure pénale

CHAMBRE DE L'INSTRUCTION

Réquisitions du ministère public et demande de renvoi,
quelle procédure devant la chambre de l'instruction ?
Crim. 21 août 2024, n° 24-83.417
par David Pamart..... 521

DÉTENTION PROVISOIRE

L'accès à l'entier dossier de l'information s'étend
à l'ordonnance de placement en détention
provisoire d'un autre mis en examen
Crim. 7 août 2024, n° 24-83.127
par Adrien Gabeaud..... 523

GÉOLOCALISATION

Qualité à agir en nullité d'une mesure
de géolocalisation : *Nemo auditur...* ?
Crim. 28 mai 2024, n°s 23-84.957, 23-85.848
et 23-86.390
par Alice Mornet..... 524

INSTRUCTION PRÉPARATOIRE

Irrecevabilité de l'appel de l'avocat non désigné
Crim. 7 août 2024, n° 24-83.249
par Joël Hennebois 526

MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN

MAE et accomplissement d'une peine
sur le territoire de l'État d'exécution
Crim. 7 août 2024, n° 24-81.863
par Thomas Besse..... 528

MINEURS

Désignation d'un avocat par le gardé à vue mineur
et ses représentants légaux :
le mineur a-t-il le dernier mot ?
Crim. 23 juill. 2024, n° 24-90.004
par Charlotte Tenenhaus et Solène Debarre 529

VISITE DOMICILIAIRE ET SAISIE

Florilège de précisions sur la possibilité
de contester des opérations de saisie
Crim. 25 juin 2024, n° 23-81.491
par Jérôme Lasserre Capdeville 531

Peine et exécution des peines

CONFISCATION

Application de la nouvelle définition de la bonne foi
à la confiscation de l'instrument de l'infraction
Crim. 4 sept. 2024, n° 23-81.110
par Matthieu Hy..... 533

Note à l'attention des auteurs

Les contributions proposées à l'AJ pénal sont adressées par courrier électronique (m.tena@lefebvre-dalloz.fr). Les articles des dossiers et pratiques comprennent environ 20 000 signes, espaces et notes comprises et les notes de jurisprudence n'excèdent pas 8 000 signes. Une réponse est apportée aux auteurs le plus rapidement possible, après avis du comité scientifique.